

Forum régional des Organisations Paysannes de l'Afrique de l'Ouest sur le PDDAA

En préparation à la participation des organisations paysannes d'Afrique de l'Ouest au forum Africain sur le PDDAA, le Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) a organisé un atelier régional des organisations paysannes de l'Afrique de l'Ouest sur le thème : Changement climatique, les stratégies des petits producteurs pour assurer la sécurité alimentaire et l'augmentation des revenus en Afrique. Cet atelier a eu lieu les 21 et 22 septembre 2010 à l'hôtel SORITEL à Ouagadougou, Burkina Faso.

L'atelier a regroupé des participants représentant l'ensemble des treize (13) plateformes paysannes nationales membres du ROPPA, le NEPAD, le CORAF, le CILSS, le SPONG, le RECAO, le Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques et le Ministère des Ressources Animales du Burkina Faso.

La cérémonie d'ouverture a été marquée par deux allocutions. Dans un premier



Les participants à l'atelier régional en pleine séance de travail

temps, Monsieur Marc GANSONRE, Secrétaire général adjoint de la Confédération Paysanne du Faso (CPF) a souhaité la bienvenue aux participants et remercier le ROPPA qui a choisi le Burkina Faso pour abriter cette rencontre. D'après lui, plusieurs analystes prévoient que le changement climatique aura un impact négatif potentiel relativement plus important sur l'agriculture africaine alors que le continent participe très peu à la production des éléments responsables de l'altération du climat. Dans son mot d'ouverture, le premier vice-président du ROPPA, Monsieur Désiré PORQUET, a rappelé l'objectif du forum 2010 du NEPAD sur le PDDAA est principalement basé sur les échanges sur les bonnes pratiques agricoles développées par les petits producteurs. Cependant, il suggère de saisir cette opportunité pour réfléchir et s'interroger sur des questions stratégiques concernant le PDDAA et

l'agriculture ouest africaine et les politiques et programmes de développement agricole mises en œuvre par les institutions sous régionales.

Les participants ont échangé sur l'influence des changements climatiques sur l'agriculture africaine et les stratégies mises en place par les petits producteurs pour faire face aux dégradations de l'environnement dont leurs conditions de vie en dépendent.

Les représentants des organisations paysannes et des producteurs agricoles ont donné leur perception sur le PDDAA et le forum africain du NEPAD sur le PDDAA.

Une communication faite sur le NEPAD et le PDDAA par Monsieur Komla BISSI du Secrétariat du NEPAD a permis d'approfondir la réflexion des participants. Les organisations paysannes ont ainsi relevé



Vue partielle des participants lors des travaux de groupe

l'importance du PDDAA en tant qu'outil fédérateur des synergies pour le développement de l'agriculture africaine, pour mobiliser et orienter les financements dans le secteur agricole. Ils estiment que le forum annuel du NEPAD sur le PDDAA doit faciliter la compréhension et la participation des acteurs non étatiques notamment les organisations paysannes dans le processus du PDDAA et doit être un espace d'analyse partagée des acteurs sur le processus du PDDAA, un espace d'interpellation.

Les participants relèvent que la présentation de Monsieur Komla BISSI du Secrétariat du NEPAD, laisse entrevoir un problème de synergie et d'ancrage entre le Secrétariat du NEPAD et la CEDEAO pour la mise en œuvre du PDDAA. Le principe de partage des responsabilités n'est pas très explicite étant entendu que le secrétariat du NEPAD dispose de personnes ressources habilitées à agir au niveau sous régional et dans les pays auprès des structures administratives et des acteurs non étatiques.

Les participants ont également souligné la nécessité d'une meilleure synergie et un bon ancrage institutionnel entre le NEPAD et les institutions sous régionales.

Des présentations ont également été faites sur les expériences du CILSS, du CORAF et de l'IAVS concernant le renforcement des capacités des acteurs publics, privés et des producteurs pour l'adaptation au changement climatique et la mitigation de ses effets.

Quatre études de cas ont été présentées sur les stratégies d'adaptation et de mitigation des effets du changement climatique, mises en œuvre par des petits producteurs. Il s'agit de l'étude de cas de la Plateforme Paysanne du Niger sur la gestion de la fertilité et la restauration des sols et l'amélioration de l'alimentation des bœufs de trait et des vaches laitières dans un contexte de pénurie de fourrages. La communication de la Confédération Paysanne du Faso qui a porté sur un projet innovant CRDI-CPF qui soutient l'Union Wend Panga des Producteurs Agricoles de Ziou pour la mise en œuvre d'actions intégrées portant sur la gestion de la fertilité et la restauration des sols, l'agroforesterie, des émissions

radiophoniques portant sur la sensibilisation des paysans sur des questions liées au changement climatique et le partage de bonnes pratiques agricoles. La Confédération Paysanne du Faso a présenté également une initiative d'intensification de l'élevage développée par l'Union Dawla dans village de Barkoundba au Burkina Faso.

La coordination nationale des organisations paysannes du Mali a présenté une initiative sur la gestion de l'énergie domestique. Il s'agit du foyer Nyeta et du panier autocuiseur, initiative de la coopérative des femmes JEKA BAARA de Sibiribougou qui permet de diminuer l'utilisation de bois de chauffe.

Le Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux a présenté des expériences de l'Union de Meckhé portant sur l'intensification de l'agriculture à travers une collaboration entre cette union et l'ISRA pour une stratégie de multiplication et de diffusion de semences améliorées contrôlée par l'union, un accompagnement des familles agricoles pour la gestion des soudures à travers des greniers de soudure et la gestion du crédit agricole.

Ces différentes études de cas seront disponibles sur le site web du ROPPA.

Atelier de restitution de l'évaluation externe et de réflexion sur les perspectives du projet 1000s+

Du 07 au 08 septembre 2010 s'est tenu à Hôtel des Conférences Ouind-Yindé à Ouagadougou, l'atelier régional de restitution de l'évaluation externe et de réflexion sur les perspectives du Projet 1000s+

La rencontre a regroupé environ 40 personnes représentant les parties prenantes du projet notamment les plateformes paysannes nationales des pays couverts par le projet 1000S+ (Burkina Faso, Bénin,

Mali, Niger, Ghana, Nigeria, Togo), le ROPPA, l'IFDC et Agriterria. Il y avait également des représentants de structures de prestation de services dans le secteur agricole (institutions financières, Bureaux d'études, Fournisseurs d'intrants...).

Initié pour promouvoir le développement des chaînes de valeurs, le projet est basé sur la diffusion de l'approche des systèmes de production Agricoles et Entreprises Agricoles Compétitives (CASE) qui implique le développement des Pôles d'Entreprise Agricole (PEA) basés sur la coopération des acteurs clés intervenant dans une chaîne de valeur agricole pour une optimisation globale de celle-ci. Le projet 1000S+ est mis en œuvre à travers un accord tripartite IFDC , ROPPA et Agriterria.

A la demande de la Coopération Néerlandaise, principal partenaire financier du projet 1000S+, une évaluation externe du projet a été réalisée par un bureau d'étude Néerlandais. Les évaluateurs ont pu



échanger avec les acteurs promoteurs des PEA et les acteurs d'appui à différents niveaux. Le processus de l'évaluation externe a également pris en compte des étapes de restitution et d'approfondissement au niveau des pays et au niveau sous régional.

Les évaluateurs ont relevé plusieurs aspects positifs de la mise en œuvre du projet mais aussi des limites à surmonter par les parties prenantes. On peut retenir notamment que :

- l'approche CASE s'avère être un bon outil pour renforcer les initiatives des acteurs dans la chaîne des valeurs agricoles ;
- le projet a su enclencher une dynamique de concertation et de partenariat entre les différents acteurs au niveau local pour le renforcement de leurs initiatives dans les chaînes de valeurs agricoles ;



Vue d'ensemble des participants à l'atelier de restitution

- l'évaluation a cependant relevé la nécessité de renforcer certains outils d'accompagnement techniques tels que le suivi-évaluation pour le rendre plus efficace et utilisable par les acteurs ;
- les modalités de développement et de soutien financier des Pôles d'Entreprises Agricoles (PEA) doivent également être approfondies.

Différents projets (ATP, ASPRODEB, DYFAB), institutions (UEMOA) et partenaires (Institutions financières) ont présenté leurs initiatives visant à appuyer les acteurs ou instaurer un cadre institutionnel approprié pour le développement des chaînes de valeurs agricoles en Afrique de l'Ouest. Ces présentations avaient également pour objectif d'alimenter les réflexions des parties prenantes du projet 1000S+ concernant la définition d'orientations futures dudit projet. Il permet aussi de voir les synergies et les partenariats à développer avec des acteurs qui portent également des initiatives dans la zone d'intervention du projet pour soutenir les initiatives des acteurs visant le développement de chaînes de valeurs agricoles.

Le comité d'orientation sous régional qui s'est réuni à la suite de l'atelier a permis aux partenaires du projet (IFDC, ROPPA, AGRITERRA) de définir un agenda pour la suite tenant compte entre autres des conclusions et recommandations de l'évaluation. Les partenaires ont ainsi affirmé leur volonté à travailler ensemble dans une deuxième phase du projet et dans un cadre institutionnel plus efficace. Chaque partenaire devrait faire des propositions concrètes pour la suite du projet en réponse aux propositions des évaluateurs au plus tard le 29 octobre 2010. Il s'agit notamment de propositions concernant l'approche de développement et de renforcement des capacités de PEA, le cadre institutionnel de mise en œuvre du projet et des rôles et responsabilités pertinents des différents acteurs, le plaidoyer pour améliorer l'environnement des PEA, l'ancrage avec les politiques et programmes sous régionaux.

Processus de mise en œuvre de la Politique Agricole Régionale (ECOWAP)

A la suite du business meeting de Dakar, tenu en Juin 2010, la CEDEAO a organisé à Cotonou au Bénin, une réunion pour prendre en compte les observations et suggestions visant l'amélioration du Programme Régional d'Investissement Agricole (PRIA). Ont pris part à cette rencontre, les responsables de la revue externe commanditée par l'Union Africaine, les représentants des organisations paysannes et de la société civile (RECAO, ROPPA, POSCAO), les représentants des partenaires au développement (Coopération espagnole, chef de file des donateurs, USAID, ACDI), le département de l'Agriculture, de l'Environnement et des Ressources en Eau de la CEDEAO, le RESAKSS, l'IFPRI, le représentant d'Africa Rice et enfin le Groupement d'appui à la Commission de la CEDEAO (ISSALA-LARES-IRAM-MSU). Le ROPPA était représenté à cette rencontre par Monsieur Athanase AKPOE, Secrétaire Général de la PNOPPA Bénin. A l'issue de la rencontre, les conclusions suivantes ont été retenues :

- le traitement adéquat de la problématique Genre par un passage en revue systématique du programme et l'identification des actions par rapport auxquels les instruments régionaux vont s'exercer avec discrimination positive, et l'intégration de la dimension genre dans les activités relatives au renforcement de capacités ;
- le développement des travaux de modélisation via la mise en place d'une plateforme de modélisateurs. La modélisation ne sera pas un outil ponctuel mais un outil régional permanent alimentant la composante veille, information, programmation stratégique et évaluation ;
- les arrangements institutionnels et le financement : document détaillé à produire d'ici à fin juillet en vue des concertations avec les partenaires du pacte et des décisions par les instances statutaires en octobre;
- l'insertion des meilleures pratiques, des expériences des institutions et des programmes en cours : les institutions régionales chefs de file thématique et les partenaires au développement sont invités à soumettre à la Commission de la CEDEAO des compléments rédigés à insérer dans le document de programme régional ;
- l'hiérarchisation et la priorisation des actions : identifier des actions par lesquelles commencer en 2011 dans le cadre de l'élaboration du plan d'opération annuel, avec la prise en considération des actions et programmes en cours. La CEDEAO va préparer ses priorités budgétaires pour 2011. La CEDEAO demande aux partenaires d'indiquer leurs priorités d'ici à 10-15 jours ;
- le dispositif de Suivi-évaluation : la finalisation de la proposition pour la soumettre au dialogue régional;
- la gestion des complémentarités national/régional : développer des actions de veille et de communication pour que les pays prennent en compte et saisissent les opportunités offertes par les instruments régionaux ;
- la mise en place d'une Task force régionale « secteur privé » ;
- l'établissement d'une feuille de route relative à la finalisation et la mise en œuvre du PRIA.

La CEDEAO a également au cours du mois de septembre 2010 lancé un appel aux différentes parties prenantes pour faire leurs observations finales sur le PRIA. Elle a aussi organisé à Dakar avec l'appui du Hub Rural, la task force sur le foncier et une rencontre sur la capitalisation et la diffusion de technologies probantes dans le secteur agricole.

En somme le processus d'élaboration et de mise en œuvre du PRIA avance avec un rythme assez soutenu au niveau de la CEDEAO. De plus en plus les différents partenaires et groupes d'acteurs intervenant dans le secteur agricole en Afrique de l'Ouest ont le souci d'adopter les politiques et programmes sous régionales et le PRIA comme des cadres référentiels pour leurs actions.

Dans cette vision le ROPPA développe plusieurs actions avec des partenaires, visant à soutenir les processus de réflexion dans la sous région pour définir des outils de politiques agricoles et commerciales et/ou le renforcement des capacités des acteurs à participer, à assumer efficacement leurs rôles et responsabilités dans la mise en œuvre des politiques et programmes de développement agricole. Il s'agit notamment de :

- l'atelier sur le fonctionnement de marchés céréaliers en Afrique de l'Ouest qui aura lieu du 9 au 11 décembre 2010 à Accra, en partenariat avec la CNUCED, le CILSS et la CEDEAO. Ce séminaire va regrouper environ 150 personnes (organisations professionnelles, structures des administrations publiques, opérateurs économiques, partenaires au développement et institutions sous régionales) avec pour objectif de formuler des recommandations pour les politiques publiques et de définir des actions pour le renforcement des capacités des différents groupes d'acteurs publics et privés. Deux principaux thèmes seront abordés, les bourses céréalières nationales et régionales et les financements innovants dans les filières céréalières. Cet atelier est organisé dans le cadre du projet tous ACP produits de base agricoles financé par la Commission Européenne.
- séminaire sur les stratégies des organisations paysannes dans les filières céréalières en partenariat avec SOS FAIM. Ce séminaire aura lieu du 25 au 27 novembre et regroupera environ 100 personnes. L'objectif visé est de contribuer au renforcement des capacités des OP et de favoriser un environnement propice favorable au développement de leurs initiatives dans les filières céréalières.
- l'atelier régional de réflexion sur le fonctionnement des marchés transfrontaliers de Malanville et de Cinkansé (Burkina Faso, Bénin, Niger, Nigeria) concernant certains produits de base agricoles avec VECO. Cet atelier aura lieu courant décembre 2010. Il s'agira de définir les stratégies et actions pour renforcer le pouvoir de marché des organisations paysannes et de formuler des propositions pour assurer une meilleure application des droits, textes et mesures communautaires au niveau de ces marchés transfrontaliers.
- l'atelier régional pour l'analyse du potentiel des Plans Nationaux d'Investissement Agricole (PNIA) et des politiques agricoles nationales pour la promotion des filières céréalières. Cette initiative est mise en œuvre en collaboration avec la FAO dans le cadre du programme tous ACP produits de base agricoles soutenu par la Commission Européenne.

Par ailleurs le ROPPA, suite à la décision de la convention 2009 de favoriser la création d'espaces de concertation des filières, soutient le processus de mise en place d'un cadre sous régional des riziculteurs. Après plusieurs rencontres de réflexion les organisations des riziculteurs ont décidé d'une rencontre constitutive de ce cadre qui aura lieu au Mali en décembre 2010.

Le Président Blaise Compaoré s'entretient avec les représentants des organisations paysannes africaines

Lors du 14^{ème} forum africain du NEPAD sur le PDDAA qui s'est déroulé du 04 au 08 octobre 2010, le ROPPA par le biais du ministre de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques du Burkina Faso a obtenu auprès de son Excellence Monsieur Blaise COMPAORE, Président du Faso, Chef de l'Etat, une audience pour les membres de la Plateforme Panafricaine des organisations paysannes (PAFFO).



Photo de famille des représentants de la PAFFO avec le Président Blaise COMPAORE

Le porte parole des cinq (05) réseaux d'organisations paysannes membres potentiels de la PAFFO, Monsieur

Bassiaka DAO, a expliqué l'objet de la démarche des réseaux d'OPPA qui est principalement de présenter les résultats à mi-parcours du forum au président du Faso et demander des conseils et toujours son soutien auprès de ses pairs pour le développement de politiques plus approprié en Afrique pour faire face au changement climatique. Il a souligné que le choix du Burkina pour abriter le forum s'explique entre autres du fait de l'importance des initiatives nationales et des acteurs privés, notamment les organisations paysannes, et des résultats obtenus en matière d'adaptation au changement climatique et de mitigation des effets.

Les réseaux d'organisations paysannes ont également informé le président du Faso de la tenue de l'Assemblée Générale constitutive de la PAFFO du 25 au 27 octobre 2010 au Malawi. Elles lui ont demandé en outre d'être leur porte-parole auprès de l'Union Africaine afin que la cause des organisations paysannes africaines soit bien entendue dans les différents processus concernant le développement agricole et rural.

La plateforme panafricaine en constitution regroupera les réseaux d'organisations paysannes et des producteurs agricoles des cinq sous régions du continent Africain. Il s'agit de la PROPAC en Afrique centrale, EAFF en Afrique de l'Est, UMAGRI en Afrique du Nord, SACAU en Afrique australe, et ROPPA en Afrique de l'Ouest.

Renforcement du Secrétariat Exécutif du ROPPA

Suite aux conclusions de la première session de Conseil d'Administration du ROPPA tenu en juin 2010, un processus de recrutement a été lancé pour le renforcement du Secrétariat Exécutif du ROPPA. Deux experts en communication ont été retenus pour respectivement élaborer la stratégie de communication, animer des outils d'information et de communication et assurer la diffusion des informations concernant le programme Tous ACP Produits de Base Agricole pour lequel le ROPPA est le point focal en Afrique de l'Ouest. Un appel a candidature a été également lancé pour le recrutement d'un Secrétaire Exécutif et d'un Responsable Administratif et Financier. (Voir site web du ROPPA : www.roppa.info).

Par ailleurs, le conseil d'administration a confirmé la tenue de la table ronde des partenaires du ROPPA le 7 décembre 2010 à Accra. Une deuxième session du Conseil d'Administration se tiendra du 4 au 5 novembre 2010 au siège du ROPPA à Ouagadougou, Burkina Faso.

LE SECRETARIAT EXECUTIF